



Banque des Territoires  
Direction de la Transformation stratégique et digitale  
72 avenue Pierre Mendès France  
75914 PARIS CEDEX 13

# FOURNITURES DE DONNEES SUR LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

AFFAIRE N°20255226

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA  
COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
C.C.T.P.

# Sommaire

---

<b>1.</b>	<b>PRESENTATION DU GROUPE CAISSE DES DEPOTS.....</b>	<b>3</b>
1.1.	LA DIRECTION CLIENTE .....	4
1.1.1.	<i>Présentation de la banque des territoires.....</i>	<i>4</i>
1.1.2.	<i>Missions et actions de l'entité prescriptrice.....</i>	<i>4</i>
1.1.3.	<i>Organisation .....</i>	<i>4</i>
1.2.	CONTEXTE PRECIS DE LA PRESTATION.....	5
<b>2.</b>	<b>OBJECTIFS DE LA PRESTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>5</b>
3.1.	PRESTATIONS.....	5
A)	LES SEGMENTS D'ACTEURS OBLIGATOIRE AVEC MISE A JOUR QUOTIDIENNE .....	6
	LES SEGMENTS D'ACTEURS COMPLEMENTAIRES .....	8
C)	IDENTIFIANTS ET SECTEURS D'ACTIVITE.....	10
3.2.	LES INFORMATIONS ATTENDUES .....	10
A)	ORGANISMES – PERSONNES MORALES.....	10
A)	PERSONNES PHYSIQUES.....	11
3.3.	BON DE COMMANDE SUR DES NOUVEAUX SEGMENTS ET DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	11
3.4.	USAGE DES DONNEES .....	12
3.5.	CONSENTEMENT ET TRACES APPLICATIVES .....	12
3.6.	DELAIS DE MISE A JOUR DES INFORMATIONS ET RESPECT DES DELAIS.....	13
3.7.	FIABILITE DES DONNEES TRANSMISES.....	13
3.8.	TRANSMISSION DES DONNEES.....	14
<b>4.</b>	<b>LIVRABLES ET ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>14</b>

# 1. PRESENTATION DU GROUPE CAISSE DES DEPOTS

---

La Caisse des Dépôts est un établissement financier public qui remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques. Une mission confiée par la loi. Gestionnaire de confiance pour le compte de tiers, investisseur et prêteur de long terme, la Caisse des Dépôts facilite la réalisation de projets innovants, durables et solidaires et participe au développement économique du pays.

Avec l'arrivée en 2020 du groupe la Poste au sein du groupe Caisse des Dépôts, celui-ci devient le premier pôle financier public français, l'un des plus importants au monde.

Organisé autour de 5 métiers, il s'engage au quotidien à réduire les inégalités sociales et territoriales.

**Le soutien aux projets des territoires : La Banque des Territoires** conseille, finance, opère tous les projets auprès des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques pour des territoires plus durables, inclusifs, attractifs et connectés ;

**Le financement des entreprises : Bpifrance** accompagne les entreprises avec un continuum de financement (prêts, garanties, prises de participation, conseil et accompagnement) à toutes les étapes de leur développement, en France et à l'international ;

**Retraites et solidarités**, métier historique de gestionnaire de mandats publics, la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle est aussi en charge du nouveau Compte personnel de formation ;

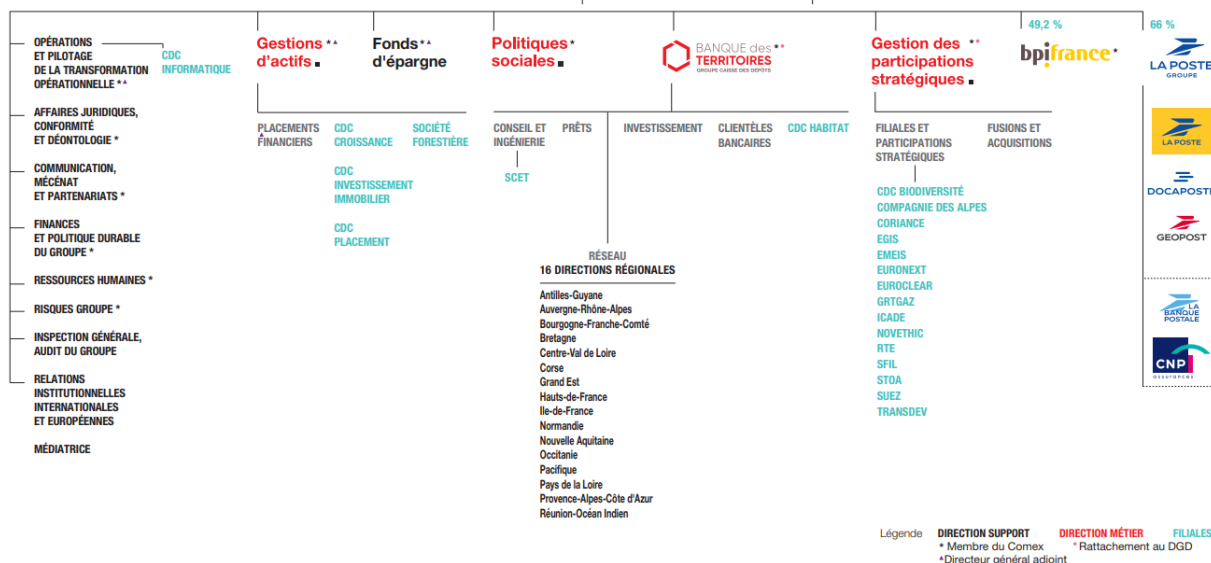
**La gestion des actifs** permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ;

**Gestion des participations stratégiques**, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent ses missions d'intérêt général (Transdev, Egis, Icade, Compagnie des Alpes, RTE...).

- ✓ La direction des prêts
- ✓ La direction du réseau
- ✓ La Scet
- ✓ CDC Habitat
- Bpifrance
- La direction des gestions d'actifs
- La direction des retraites et de la solidarité
- La direction de la gestion des participations stratégiques

## ➤ Les fonctions transversales :

- Le Secrétariat Général du Groupe
- La direction des finances
- La direction des ressources humaines du Groupe
- La direction juridique et fiscale et services associés
- La direction des relations institutionnelles internationales et européennes
- La direction de l'audit interne du Groupe
- La direction des risques du Groupe
- La direction du contrôle permanent et de la conformité du Groupe
- La direction de la communication du Groupe
- Le fonds d'épargne
- La Caisse générale, direction de l'exécution des opérations financières.



Pour plus d'informations : [www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

## 1.1. La direction cliente

### 1.1.1. Présentation de la banque des territoires

La Banque des territoires a été créée en 2018 afin de renforcer l'appui aux territoires et d'encourager l'investissement local.

Elle répond à deux ambitions : faire du réseau le représentant de tous les métiers de l'Établissement public sur le territoire et renforcer dans le même mouvement le Groupe.

### 1.1.2. Missions et actions de l'entité prescriptrice

Comme la CDC, la Banque des Territoires intervient sur le long-terme. La Banque se concentre sur les petites collectivités et les territoires en difficulté. Cette approche cherche à faciliter les démarches des élus et à apporter un service de proximité par un accompagnement approprié. Mais elle se destine aussi aux entreprises publiques locales, aux organismes de logement social et aux professions juridiques. Les particuliers pourront également proposer des projets de développement économique et solliciter des financements pour les mettre en œuvre. En somme, Elle entend faciliter la réalisation de projets qui se proposent de résoudre les disparités territoriales et de mettre en avant l'innovation sociale et technologique

### 1.1.3. Organisation

Dans le cadre de la prestation, un comité de suivi de la prestation avec le prestataire, des représentants métiers et des représentants du pôle data sera mis en place. Ce comité se réunira au minima tous les semestres. Il pourra être amené à se réunir de façon plus fréquente en fonction d'actualité particulière telle que des élections ou la constatation d'une dégradation de la prestation dans le temps. Le prestataire devra préciser un interlocuteur pour la participation à ce comité de suivi.

## 1.2. Contexte précis de la Prestation

---

Le constat dressé est le suivant :

Les organismes institutionnels constituent la cible privilégiée de la Caisse des Dépôts, et de la Banque des territoires en particulier, que ce soient les établissements publics, les organismes de logements sociaux, mais aussi les professions juridiques. Une bonne connaissance de ces acteurs, complète et à jour, est essentielle.

Les enjeux du projet :

Ces acteurs connaissent des évolutions régulières au fil du temps que nous devons être à même de suivre. La connaissance des interlocuteurs clés de ces établissements est essentielle pour :

- Animer commercialement
- Mener des enquêtes
- Mettre en œuvre des actions de marketing digital.

Cet appel d'offres s'inscrit dans un contexte de mise en concurrence d'une prestation en cours. La fourniture des données dans un cadre opérationnel pour une utilisation quotidienne devra être en continuité du précédent marché. Ce document fournira les éléments pour que cela soit possible.

## 2. OBJECTIFS DE LA PRESTATION

---

L'objectif principal de cet appel d'offre est de disposer à un rythme quotidien de données à jour sur les acteurs institutionnels afin d'assurer la mise à disposition des métiers de la Caisse des Dépôts des informations fiables sur nos clients et prospects. Il s'agit également d'avoir accès aux coordonnées d'acteurs de secteurs spécifiques de façon plus ponctuelle.

## 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

---

Notre besoin est de cinq ordres :

- Disposer de données sur les cibles institutionnelles identifiées comme prioritaires dans cet appel d'offre via un flux de données permettant de mettre à jour quotidiennement les bases connaissance client de la Banque des territoires ;
- Disposer de données sur des cibles secondaires à un rythme semestriel ou annuel
- Pouvoir réaliser des extractions ponctuelles sur les données du prestataire pour explorer des périmètres ponctuellement plus larges que la liste des clients et prospects couverts régulièrement (au-delà des cibles prioritaires secondaires) ;
- Pouvoir réaliser des extractions ponctuelles sur les cibles prioritaires et régulières afin de capter des informations plus larges que celles transmises régulièrement ;
- Pouvoir utiliser les données personnelles de ces cibles institutionnelles pour leur adresser des communications marketing et commerciales

### 3.1. Prestations

---

Concernant les cibles dont la Caisse des Dépôts veut suivre quotidiennement les évolutions, les segments concernés sont précisés dans la suite ainsi que les informations que la CDC attend disposer sur ces acteurs. Il est exigé de disposer, dans les organismes précités, de tous les contacts dont le Prestataire dispose.

Les segments sont de deux ordres :

- Un segment d'acteurs obligatoire avec mise à jour quotidienne
- Un segment d'acteurs secondaire avec alimentation trimestrielle ou semestrielle

Ces segments ne sont pas exhaustifs mais un minimum de couverture fonctionnelle, les données complémentaires de ces segments et les segments supplémentaires seront vus comme un atout du candidat.

#### a) Les segments d'acteurs obligatoire avec mise à jour quotidienne

Les segments clients à cerner avec des envois d'informations quotidiennes :

1. Les collectivités territoriales dans leur ensemble
2. Établissements publics de coopération intercommunale, les métropoles et les syndicats de communes
3. Organismes de logement social
4. Les entreprises publiques locales
5. Préfecture, autres services déconcentrés de l'Etat
6. Association d'Elus
7. Parlementaires et autorités administratives indépendantes
8. Les ministres et les cabinets ministériels et les services centraux de l'État
9. Les établissements publics fonciers

Pour ces segments d'acteurs publics, une couverture de 100 % sera exigée ainsi qu'une mise à jour quotidienne des informations fournies, avec un taux de garantie de fiabilité d'information de 98 %.

Périmètres	Contacts souhaités
(1) - Les collectivités territoriales dans leur ensemble	
<p>Sont définies comme collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les communes ;</li> <li>▪ Les départements auxquels s'ajoutent les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;</li> <li>▪ Les régions auxquelles s'ajoutent également cinq régions d'outre-mer ;</li> <li>▪ Les collectivités à statut particulier ;</li> <li>▪ Les collectivités d'outre-mer (COM).</li> </ul> <p>L'identification des collectivités, départements, régions doivent être à jour de la nomenclature de l'année considérée, avec une connaissance des élus également à jour.</p>	<p><b>Communes :</b></p> <p>Maire ; Maires adjoint (délégations à préciser)</p> <p>Cabinet du Maire</p> <p>Directeur général des services / Secrétaire général</p> <p>Directeurs généraux adjoints</p> <p>Directeurs de services (domaines à définir)</p> <p><b>Région et Département</b></p> <p>Président ; Vice-Présidents</p> <p>Conseillers ; Cabinet du Président</p> <p>Directeur général des services</p> <p>Directeurs généraux adjoints</p>

	Directeurs de services (domaines à définir)
(2) - Établissements publics de coopération intercommunale, les métropoles et les syndicats de communes	
<p>Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.</p> <p>Aux EPCI s'ajoutent les métropoles et les syndicats de communes.</p>	<p>Président</p> <p>Vice-Présidents</p> <p>Cabinet du Président</p> <p>Directeur général des Services</p> <p>Directeurs de services (domaines à définir)</p> <p>+</p> <p>Directeur général (SIVOM....)</p>
(3) - Organismes de logement social	
<p>OPH (Offices Publics pour l'Habitat)</p> <p>ESH (Entreprises Sociales pour l'Habitat), appelés autrefois SA HLM (Sociétés Anonymes d'Habitations à Loyer Modéré), opérateurs privés</p> <p>SEM dédiés au logement</p> <p>Coopératives HLM</p> <p>Sacicap - Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété</p>	<p>Président</p> <p>Directeur général</p> <p>Directeur financier</p>
(4) - Les entreprises publiques locales	
<p>Les Sociétés d'économie mixte – SEM</p> <p>Les sociétés publiques locales – SPL</p> <p>Les sociétés d'économie mixte à opération unique - SeMOP</p>	<p>Président</p> <p>Directeur général</p> <p>Directeur financier</p>
(5) - Préfecture, autres services déconcentrés de l'Etat	
<p>Administrations préfectorales</p> <p>Les services déconcentrés de l'Etat en région :</p> <p>Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)</p> <p>Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC)</p> <p>Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)</p>	<p>Préfets et Sous-préfets ; Directeur de cabinet</p> <p>Secrétaires généraux aux affaires régionales (SGAR)</p> <p>Secrétaires généraux</p> <p>Directeur</p> <p>Sous directeur</p>

<p>Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</p> <p>Direction régionale / départementale des Finances publiques (DRFiP / DDFiP)</p> <p>Direction départementale des territoires / Direction départementale des territoires et de la mer (DDT / DDTM)</p> <p>Directeurs d'unités territoriales (UT) pour les DREAL, DIRECCTE, DRAC, DRIHL, DRIEE, DRIEA</p> <p>Agences régionales de Santé (ARS)</p> <p>Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)</p>	
(6) - Association Elus	
Associations d'élus, associations des maires de France, etc.	<p>Président</p> <p>Directeur</p>
(7) - Parlementaires et Autorités administratives indépendantes	
<p>Parlementaires (sénat, assemblée nationale)</p> <p>Autorités administratives indépendantes (cours des comptes, conseils économiques, sociaux et environnementaux)</p>	<p>Sénateurs ; Députés ; Assistants parlementaires ;</p> <p>Président ; Directeur / Secrétaire général</p>
(8) – Membre du gouvernement, les cabinets ministériels, Les services centraux de l'État	
<p>Ministres</p> <p>Membres des cabinets ministériels</p> <p>Préfet et préfet délégué</p>	<p>CHARGE DE MISSION, DIRECTEUR ADJOINT DE CABINET, DIRECTEUR DE CABINET, CONSEILLER ADJOINT, CONSEILLER TECHNIQUE, PREMIER MINISTRE, CHEF DE CABINET, CONSEILLER MINISTRE, CHEF ADJOINT DE CABINET, CHEF DE BUREAU, CHEF DE CABINET, CHEF DE SERVICE, PREFET, PREFET DELEGUE</p>
(9) - Les établissements publics fonciers	
Etablissements publics	DIRECTEUR DE CABINET, DIRECTEUR GENERAL, SECRETAIRE GENERAL

### Les segments d'acteurs complémentaires

Nous voudrions avoir des informations sur des secteurs plus annexes mais qui demeurent importants pour les activités de la Caisse des Dépôts. Le rythme d'alimentation de ces informations sera à préciser par le prestataire, segment par segment. Si l'alimentation peut être quotidienne, la mise à jour s'ajoutera au flux quotidien des cibles obligatoires ; sinon, le prestataire devra préciser le rythme de mise à jour de ces informations sur chacun des segments complémentaires trimestriel, semestriel voire annuel. Une



estimation de la couverture des segments listés ci-dessous sera également un indicateur à fournir par le prestataire.

- 10 – Etablissements relevant de la fonction publique hospitalière
- 11– Etablissement d’hébergement pour les personnes âgées dépendantes \_ parc privé
- 12 – Les acteurs locaux
- 13 - Les professions juridiques réglementées
- 14 - Enseignement supérieur et pôle de compétitivité
- 15 -Etablissements publics financiers
- 16 - Etablissements publics touristiques

(10) - Etablissements relevant de la fonction publique hospitalière	
Centres hospitaliers régionaux ; Centres hospitaliers généraux Hôpitaux locaux ; Centres hospitaliers spécialisés Centres de soins avec/sans hébergement Ets publics à caractère sanitaire et social Centres d'hébergement personnes âgées Autres collectivités hospitalières	Président Directeur général Directeur financier
(11) - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes – parc privé	
Les Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant du parc privé	Président Directeur général Directeur financier
(12) - Les autres acteurs locaux	
Agences d’urbanisme Agences de développement économiques Agences de l’eau Chambres de commerce et de l’industrie Chambres des métiers et de l’artisanat Chambres de l’agriculture Chambres régionales d’économie sociale Réseaux de création d’entreprise RESEAUX DE LA CREATION D’ENTREPRISE Associations pour le droit à l’initiative économique (ADIE) Boutique de Gestion INITIATIVE France (Plateformes locales / PFIL) Réseau Entreprendre	Selon les situations,  Président Directeur général Directeur régional Secrétaire général
(13) - Les professions juridiques réglementées	
Administrateurs judiciaires Commissaires-priseurs judiciaires Greffiers de Tribunaux de commerce Huissiers de justice Mandataires judiciaires Notaires Organismes professionnels hors notariat Organismes professionnels du notariat Structures interprofessionnelles PJ  Y compris les ordres professionnels (chambre d’huissiers, des administrateurs judiciaires, conseils du notariat, experts comptables)	Selon les professions  Notaires et notaires associés Comptables  Huissiers et huissiers associés  Administrateurs judiciaires / Mandataires judiciaires et leurs associés  Greffiers et leurs associés

(14) - Enseignement supérieur et pôle de compétitivité	
Établissements publics d'enseignement supérieur (universités, COMUE, PRES) ; Pôles de compétitivité Rectorats d'académie	Président Directeur général des services  Recteurs
(15) - Etablissements publics financiers	
Banque de France et autres établissement financiers publics BPI	Directeur général Directeur Général Adjoint Gouverneur et secrétaire général
(16) - Etablissements publics touristiques	
Etablissements publics touristiques (comités cdt/crdt, parcs nationaux, naturels régionaux PNR)	Président Directeur

### C) Identifiants et secteurs d'activité

En ce qui concerne les organismes, personnes morales, ils doivent être identifiés par un identifiant unique (SIRET) ainsi que par leur domaine d'intervention.

Quant aux personnes physiques, elles doivent être identifiées par un identifiant unique en tant que personne physique auquel s'ajoute un identifiant lié à sa fonction. Ainsi, un élu doit être identifié autant de fois qu'il a de mandat / fonction, avec à chaque fois un identifiant spécifique à sa fonction mais également un identifiant associé à sa personne physique.

Au sein de chaque structure locale/professions juridiques etc., les acteurs sont amenés à intervenir sur des secteurs d'activités spécifiques dont nous souhaitons avoir connaissance.

Exemples :

- La santé, le tourisme, l'eau.... Pour collectivités locales et EPL
- Immobilier, actes liés au crédit, actes de famille, succession... pour les notaires

Il est nécessaire de pouvoir accéder à ces différents thématiques et d'extraire la liste des contacts par secteurs d'activité.

## 3.2. Les informations attendues

### a) Organismes – personnes morales

Voici les informations attendues sur les organismes, personnes morales

Libellé	Commentaire
Raison sociale	Dénomination officielle du registre du commerce et des sociétés (RCS) / INSEE
Dénomination commerciale	Autre dénomination courante de l'organisme
Sigle	Acronyme de l'organisme
Téléphone principal	Numéro de téléphone standard
Fax	Numéro de fax standard
E-mail	Adresse standard ou d'accueil
Site Web	Site internet
Adresse	1 ou plusieurs champs d'adresse
Code postal	
Ville	
Département	Département géographique (2 chiffres ou texte)
Pays / Région	Pour les organismes étrangers et d'Outre-mer

Code Insee	Numéro Insee pour les communes (5 chiffres)
SIREN	Numéro de l'organisme (9 chiffres)
SIRET	Numéro de l'établissement (14 chiffres)
Population	Nombre d'habitants
Organisme de rattachement	Pour les EPCI ou les membres d'un Groupe
Mise à jour	Date de mise à jour

Tous les champs identifiés dans le tableau ci-dessus sont à actualiser. Nous insistons particulièrement sur l'importance du SIRET, qui est l'identifiant unique permettant le rapprochement entre bases de données.

#### a) Personnes Physiques

Voici les informations attendues sur les personnes physiques :

Libellé	Commentaire
Organisme de rattachement	
Civilité	M., Mme, Docteur, Professeur, Colonel, ...
Prénom	
Nom	
Fonction	Fonction générique
Titre	Fonction complète exacte
Fonction protocolaire	Fonction honorifique la plus élevée
Téléphone professionnel	Numéro de ligne directe
Fax professionnel	Numéro de ligne directe
Portable	Numéro de téléphone portable
Date de naissance	Notamment pour les Elus
Lieu de naissance	Pour les Elus
Parti politique	Pour les Elus, dont le canton, la circonscription, le département et la région d'élection
Domaine de compétence(s) (les secteurs d'activités dont s'occupe le contact)	Si domaine de compétence(s) spécifique(s) associé(s) aux fonctions
Adresse	1 ou plusieurs champs d'adresse (identique ou différente de celle de l'organisme)
Code postal	Identique ou différente de celui de l'organisme
Ville	Identique ou différente de celle de l'organisme
Département	Identique ou différente de celui de l'organisme
Pays / Région	Identique ou différente de celui de l'organisme
Site web	Notamment pour les Elus
Mail	Adresse professionnelle
Opt out	Accord pour recevoir des propositions marketing et commerciales
Blog	Notamment pour les Elus
Réseaux sociaux	Notamment pour les Elus (Facebook, Twitter, ...)
Date d'élection et durée du mandat	Notamment pour les Elus (date et/ou année)
Mise à jour	Date de mise à jour

### 3.3. Bon de commande sur des nouveaux segments et des informations complémentaires

Dans le cadre de ces activités, la Banque des territoires peut être amené à travailler sur de nouveaux segments d'activité. A ce titre, elle aura besoin d'information sur des segments de personnes morales et de personnes physiques qui ne seraient pas inclus dans ceux identifiés précédemment. Pour encadrer ces demandes complémentaires et les financer, la Banque des territoires initiera des bons de commande,

Elle demandera au prestataire des informations concernant ces nouveaux segments dans un délai qui sera inscrit sur le bon de commande. A titre d'exemple, la Banque des territoires pourrait être amenée à demander au prestataire de constituer un jeu de données dédiés sur les entreprises opérants dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, avec l'identification des structures et de leurs Directeurs, Présidents, etc. Elle pourrait également ponctuellement demander des informations complémentaires sur les élus ou autres cibles.

### 3.4. Usage des données

---

Les données transmises régulièrement à la Banque des territoires (BDT) sur les segments identifiés seront stockées dans l'application diffusant les contacts et organismes des domaines d'intervention de la BDT. Cette application est utilisée principalement par les Directions Régionales.

L'organisation de la Connaissance clients de la Banque des Territoires et au sein de la Caisse des Dépôts est en cours d'évolution ; les flux de données seront aujourd'hui déversés dans l'application D'clic. Demain, cette alimentation pourra évoluer avec un déversement au sein de nouveaux datamarts Clients.

Les coordonnées postales pourront être utilisées à des fins de publipostage (courrier papier envoyé par La Poste). Les données médiatiques (numéro de téléphone portable et mails) pourront être utilisées à des fins d'actions marketing et commerciales :

- Dans le cadre d'enquête quanti et quali client, par mail et/ou téléphone, enquêtes réalisées par la Caisse des Dépôts elle-même et instituts spécialisés avec lesquels elle est amenés à contracter une prestation ponctuelle.
- Dans le cadre de campagne emailing, diffusions de masse de messages commerciaux.
- Dans le cadre de relations commerciales, des échanges directs par téléphone et mail entre les équipes de la Caisse des Dépôts et les personnes morales ou physiques

En ce qui concerne les extractions ponctuelles sur les bases complètes, il est demandé de disposer d'un forfait de 10 accès aux données du prestataires que ce soit via un portail ou autre modalité à préciser par le prestataire.

S'il s'avère que la banque des territoires doit disposer d'accès supplémentaires, ces derniers seront demandés via un bon de commande par lot de 5 accès supplémentaires.

### 3.5. Consentement et traces applicatives

---

Concernant les coordonnées des personnes physiques, il est nécessaire que le prestataire les ait recueillies avec le consentement de leur propriétaire pour un traitement à des fins marketing et commercial. Le prestataire est le garant de ce consentement.

Ainsi, le propriétaire des données doit s'engager à :

- Faire savoir, de façon explicite, à chaque personne morale et physique qu'elle a un droit d'accès et d'information aux données la concernant et que les données d'identification et d'adressage postal, téléphonique et électronique peuvent être transmises à des tiers
- Observer les obligations de déclarations de fichiers à la CNIL / RGPD auxquelles il est soumis
- Garantir la confidentialité en termes de stockage de données ; le prestataire doit d'ailleurs préciser le lieu de stockage de ces informations ;
- Garantir la confidentialité de traçabilité de la diffusion des données ; ne pas garder plus de 6 mois la traçabilité des interrogations / extraction réalisées par des collaborateurs de la CDC sur les bases du prestataire

Si parmi les données transmises, certaines personnes s’opposaient finalement, dans les semaines ou mois à venir, à la transmission de leurs données personnelles auprès du prestataires, le prestataire devra veiller à l’élimination de ces listes d’opposition au sein des flux transmis à la CDC.

Le prestataire devra également transmettre explicitement cette information à la Caisse des Dépôts pour qu’elle puisse répercuter ces éléments dans son application Clients. Il est souhaitable de prévoir, en plus du flux quotidien, la fourniture de liste d’opposition régulière si celles-ci devenaient conséquentes ; Prévoir un flux mensuel si liste d’opposition dépasse les 10 oppositions mensuelles, sinon transmission par mail au contact du prestataire.

Les données communiquées et intégrées dans les bases de la Caisse des Dépôts seront conservées par cette dernière dans le respect des règles de la réglementation sur la gestion des données personnelles.

### 3.6. Délais de mise à jour des informations et respect des délais

---

Le prestataire doit garantir à la Caisse des dépôts le délai de mise à jour des informations sur les différents segments. Sur les segments obligatoires, ce délai de mise à jour devra être précisé contractuellement pour chaque segment d’acteurs identifiés ci-dessus et être le plus court possible. Le sujet est particulièrement sensible lors de nouvelles élections ; la mise à jour des élus concernés doit être réalisés dans les meilleurs délais que le prestataire devra préciser.

Pour les segments complémentaires, le prestataire doit préciser le rythme d’alimentation.

Ce délai de mise à jour devra être respecté par le prestataire et il constitue une de ses obligations essentielles au titre du Contrat. Le Prestataire s’engage à informer le Client dans les meilleurs délais de tout retard ou risque de retard susceptible d’affecter la réalisation des Prestations d’Etude et de Réalisation et à prendre à ses frais toutes dispositions utiles pour rattraper ou limiter les retards dont il est responsable.

D’une manière générale, les Parties s’engagent à s’informer de la survenance de tout événement susceptible d’entraver le bon déroulement des Prestations d’Etude et de Réalisation, afin de trouver une solution pour y remédier dans les meilleurs délais, environ une semaine. Le comité de suivi pourra être rassemblé à ce titre pour que les parties puissent s’informer rapidement de retard éventuel et convenir des solutions et délais acceptables.

### 3.7. Fiabilité des données transmises

---

Le prestataire s’engage sur la qualité des données transmises (unicité, exactitude). Une information sur les sources mobilisées par le prestataire et procédures déployées pour assurer la mise à jour de ses informations seront demandées avant signature du contrat.

Le prestataire doit garantir à la Caisse des dépôts la fiabilité de ses informations à hauteur de 98 % concernant les cibles obligatoires.

Afin de garantir aux utilisateurs la meilleure fiabilité des données présentes dans l’outil D’CliC, un dispositif de mise à jour / fiabilisation des informations mises à leur disposition doit être proposé. Ce dispositif doit permettre à tout utilisateur de signaler une modification ou correction à apporter sur un organisme ou un interlocuteur, selon des modalités simples.

Dans ce cas, il est souhaité que cette modification soit prise en compte par le prestataire dans les 48H ou que le prestataire informe la Caisse du motif pour lequel elle ne retient pas la proposition de modification

### 3.8. Transmission des Données

---

Nous disposons d'une Plateforme d'échanges sécurisés de Fichiers (PFE) pour les échanges entre la Caisse des dépôts et ses partenaires. Nous souhaiterions mobiliser cet environnement pour les échanges.

Le service d'échange de fichiers met à disposition un canal de communication adapté pour les échanges de fichiers (assurer la livraison des fichiers en mode asynchrone à un environnement applicatif, assurer le transport point à point, le routage (d'enveloppe) et la distribution, etc.).

Les protocoles supportés et communément utilisés sont PESIT (avec le logiciel CFT), HTTP, dérivés de SSH (SFTP par ex) et http/SOAP. Le format de fichier quotidien serait idéalement de format csv selon une organisation définie avec prestataire.

Au flux quotidien de données transmis par le prestataire via la plateforme sécurisée de fichiers, s'ajoutera, selon le besoin, des extractions ponctuelles sur les données du prestataire, sur un périmètre plus large de la liste de clients et de prospect couvert quotidiennement. Les modalités techniques de ces extractions et l'exportation des informations seront à préciser par le prestataire (exportation de fichier, type API ou équivalent).

## 4. LIVRABLES ET ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

---

Le prestataire doit s'engager durant la durée du contrat :

- Le prestataire doit garantir à la Caisse des dépôts la fiabilité de ses informations
- Le prestataire est le garant du consentement des personnes physique présentes dans les informations fournies
- A garantir la confidentialité en termes de stockage de données ;
- A garantir la confidentialité de traçabilité des informations de connexion des collaborateurs de la CDC
- A garantir un délai de mise à jour minimal sur les différents segments
- A garantir la purge régulière (tous les 6 mois) des données de connexion des collaborateurs de la CDC
- Un Flux quotidien de données sur les segments obligatoires via la PFE selon un schéma de données défini avec le prestataire (identifiants précis, dictionnaire de données) ;
- un reporting trimestriel sur la qualité des données transmises (données manquantes, doublons, données actualisées, délai moyen d'actualisation)
- Les modalités techniques des extractions et l'exportation des informations faites via les interrogations des bases du prestataires

Le prestataire devra fournir les documents suivants :

- Document expliquant les sources mobilisées par le prestataire et procédures déployées pour assurer la mise à jour de ses informations seront demandées en retour d'Apple d'offre. Les délais de mises à jour sur chaque segment d'acteurs, acteurs obligatoires et acteurs complémentaires ;
- Délai de mise à jour des informations à la suite de nouvelles élections, changement de direction, etc...
- les modalités pratiques de transmission de demandes de modifications de la CDC vers le Prestataire.
- le prestataire doit préciser le lieu de stockage de ces informations ;
- Le prestataire doit fournir un index des populations suivies régulièrement ;
- Le prestataire doit indiquer un interlocuteur dédié au comité de suivi